

Convention collective

**IDCC : 9112. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE VITICOLE**

(Aude)

(21 juillet 1998)

(Étendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

AVENANT N° 49 DU 7 NOVEMBRE 2017

NOR : AGRS1897020M

IDCC : 9112

Entre :

FDSEA de l'Aude,

D'une part, et

Section fédérale FO et SYNFOCA de l'Aude ;

CFDT de l'agriculture de l'Aude ;

CFTC-Agri ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour but de mettre en conformité le régime frais de santé aux exigences des contrats dits « solidaires » et « responsables », d'adapter le texte de l'accord suite à une évolution absente dans l'avenant n° 47 (cas d'exclusion mentionnés au début de l'article alors qu'ils étaient jusqu'à présent au 3^e paragraphe) et de supprimer la référence à l'organisme gestionnaire suite à la disparition des clauses de désignation.

En conséquence, l'article 83 « Complément de garantie santé des personnels non cadres » (avenant n° 21 du 12 février 2008) de la convention collective viticole de travail du 21 juillet 1998 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

Le second paragraphe de l'article 83, 2° Prestations, est remplacé comme suit :

« Le présent régime est conforme aux exigences des contrats dits “solidaires” et “responsables”, notamment celles posées par l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale, du décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 relatif au contenu des contrats d'assurance maladie complémentaire

bénéficiaire d'aides fiscales et sociales et de sa circulaire d'application n° DSS/SD5B/2013/344 du 30 janvier 2015.

Ainsi le présent dispositif frais de santé prévoit que :

- les cotisations ne sont pas fixées en fonction de l'état de santé du bénéficiaire et aucune information médicale ne pourra être recueillie à cette fin ;
- les garanties respectent les conditions (notamment les planchers et plafonds de prise en charge) mentionnées aux articles L. 871-1 et R. 871-1 et suivants du code de la sécurité sociale. »

Article 2

Après l'article 83 *bis*, il est inséré un nouvel article 83 *ter* Mise en œuvre du principe de solidarité ;

« Les exploitations et entreprises couvertes par le présent accord devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, notamment celles définies ci-après.

En tout état de cause, au moins 1 % de la cotisation de la couverture frais de santé en application du présent accord sera affectée au financement de ces mesures.

Les mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale ci-après ne sauraient être un droit acquis à une prestation. Le bénéfice des mesures instituées en application du présent article est conditionné à l'éligibilité de la demande constituée par le salarié ou ses ayants droit le cas échéant, auprès de l'organisme chargé de la gestion de ces mesures.

Les mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale mettant en œuvre le principe de solidarité au titre du présent dispositif frais de santé, quel que soit l'organisme assureur des employeurs, doivent notamment comprendre :

- une action collective de prévention sur les troubles musculosquelettiques visant à réduire les risques de santé futurs et à améliorer la qualité de vie des salariés ;
- une action collective de prévention sur les risques auditifs, le stress ou plus globalement les risques d'accident du travail ou maladie professionnelle dans les professions agricoles ;
- une action collective de prévention, pour les salariés seniors et les nouveaux retraités, traitant de la transition vie professionnelle/retraite, du vieillissement et de leur santé (par le biais notamment de sujets relatifs à la nutrition, le sommeil ou la maladie d'Alzheimer) ;
- un dispositif d'aide financière octroyée aux salariés actifs ou retraités de la production agricole notamment en cas de handicap, de chômage, de perte d'autonomie, de problème de santé ou de veuvage ;
- un dispositif d'aide financière permettant de favoriser la mobilité des apprentis lors de leur formation en entreprise ou sur l'exploitation agricole en prenant en charge, via une prime de 150 à 500 €, une partie des coûts de leurs déplacements ou leur hébergement ;
- le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail, tel que défini ci-dessus. »

Article 3

a) Dans la mesure où l'avenant n° 47 du 29 juin 2017 a intégré les cas d'exclusion dans le 1^{er} paragraphe du présent article, les cas d'exclusion mentionnés à l'article 83, 3° (3 *bis*), (avenant n° 40 du 21 janvier 2014) sont supprimés.

b) Les clauses de désignations n'étant plus autorisées, cette référence est supprimée du texte de l'accord. Le paragraphe « 5° cotisations et organisme gestionnaire » est supprimé.

c) Les 6^e, 7^e, 8^e alinéas deviennent 5° Réexamen du régime, 6° Durée et renouvellement et 7° Date d'effet.

Article 4

Entrée en vigueur. – Dépôt et extension

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Les parties signataires conviennent de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues aux articles L 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la DIRECCTE Occitanie, unité départementale de l'Aude, 320, chemin de Maquens, ZI la Bouriette, CS 70069, 11890 Carcassonne Cedex 09.

Fait à Carcassonne, le 7 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)